



ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 48

Loi modifiant diverses dispositions législatives

Présentation

**Présenté par
M. Pierre Marc Johnson
Ministre de la Justice**

**Éditeur officiel du Québec
1985**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie des dispositions législatives dans plusieurs domaines.

Dans le domaine des communications, des modifications sont apportées à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'assouplir le régime actuel des ententes eu égard à la communication des renseignements nominatifs entre un organisme public et une personne ou un organisme.

Une modification est également apportée à cette loi pour exclure de son application les organismes exerçant des fonctions quasi-judiciaires dans l'exercice de leurs fonctions d'adjudication.

Dans le domaine de l'éducation, la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants est modifiée afin de favoriser une plus grande accessibilité à l'accréditation en prolongeant la période pour la tenue du scrutin et en augmentant le délai d'appel relativement à une décision d'un agent d'accréditation.

Dans le même domaine, la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel est modifiée pour conférer au ministre responsable de l'enseignement collégial le pouvoir de régler les conditions de travail des membres du personnel qui ne sont pas membres d'une association accréditée au sens du Code du travail.

De plus, une modification est apportée à la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec afin d'autoriser le Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche à octroyer des bourses de perfectionnement.

Dans le domaine de l'environnement, des modifications sont apportées à la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'assurer une meilleure gestion des déchets. À cet égard, des pouvoirs additionnels sont accordés au sous-ministre en matière de dépôt ou d'entrepasage de déchets.

Dans le domaine du loisir, de la chasse et de la pêche, certaines modifications sont apportées à la Loi sur les parcs, notamment pour y introduire un nouveau concept de parc national en remplacement des parcs de conservation. D'autres modifications sont apportées pour mieux encadrer les matières sur lesquelles le gouvernement peut adopter des règlements et pour mieux définir le régime des sanctions pénales.

En ce qui concerne les relations internationales et les affaires intergouvernementales canadiennes, des modifications de concordance ont été apportées à quelques lois pour faire suite au récent partage des responsabilités entre ces deux ministères.

Enfin, ce projet comporte d'autres modifications qui sont principalement de nature technique et qui ont pour but de faciliter l'administration des lois visées.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

— la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1);

— la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., chapitre A-3.01);

— la Loi sur l'Administration régionale crie (L.R.Q., chapitre A-6.1);

— la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus (L.R.Q., chapitre A-31);

— la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1);

— la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11);

— le Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);

— la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29);

— la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);

— la Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1);

— la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre C-67);

— la Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois (L.R.Q., chapitre C-67.1);

— la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1);

— la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre D-13.1);

— la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., chapitre L-1.1);

— la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13);

— la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1);

— la Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (L.R.Q., chapitre M-30.1);

— la Loi sur l'Office Franco-québécois pour la jeunesse (L.R.Q., chapitre O-5);

— la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9);

— la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1);

— la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13);

— la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30);

— la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2);

— la Loi sur la Société de développement des Naskapis (L.R.Q., chapitre S-10.1);

— la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01);

— la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (L.R.Q., chapitre S-16);

— la Loi sur la Société Makivik (L.R.Q., chapitre S-18.1);

— la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.21);

— la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1);

— la Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., chapitre V-5.1);

— la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1984, chapitre 39);

— la Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières (1984, chapitre 41);

— la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations du travail (1984, chapitre 45);

— la Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (1984, chapitre 48);

— la Loi électorale (1984, chapitre 51);

— la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q., chapitre I-13.2);

— la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu (L.R.Q., chapitre M-19.1);

— la Loi sur le ministère des Affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23);

— la Loi sur le ministère du Commerce extérieur (L.R.Q., chapitre M-29.1);

— la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31);

— la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1);

— la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12).

Projet de loi 48

Loi modifiant diverses dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

1. L'article 3 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) est modifié par l'addition à la fin du troisième alinéa, de ce qui suit: « et les organismes exerçant des fonctions quasi-judiciaires, dans l'exercice de leurs fonctions d'adjudication. ».

2. L'article 57 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

« 1° le nom, le titre, la fonction, la classification, le traitement, l'adresse et le numéro de téléphone du lieu de travail d'un membre d'un organisme public, de son conseil d'administration ou de son personnel de direction et, dans le cas d'un ministère, d'un sous-ministre, de ses adjoints et de son personnel d'encadrement; »;

2° par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant:

« 2° le nom, le titre, l'adresse, le numéro de téléphone du lieu de travail, la fonction, la classification, y compris l'échelle de traitement rattachée à cette classification, d'un membre d'un organisme public; »;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

« En outre, les renseignements prévus au paragraphe 2° ne peuvent avoir pour effet de révéler le traitement d'un membre du personnel d'un organisme public. ».

3. L'article 59 de cette loi est modifié:

1° par la suppression des paragraphes 6° et 7°;

2° par le remplacement du paragraphe 8° par le suivant:

« 8° à une personne ou à un organisme, conformément aux articles 61, 67, 67.1, 68 et 68.1. ».

4. L'article 61.1 de cette loi est abrogé.

5. L'article 63 de cette loi est abrogé.

6. Les articles 67 et 68 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **67.** Un organisme public peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un renseignement nominatif à toute personne ou organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec ou est nécessaire à l'application d'une convention collective, d'un décret, d'un arrêté, d'une directive ou d'un règlement qui établit des conditions de travail.

« **67.1** Un organisme public peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un renseignement nominatif à toute personne ou organisme si cette communication est nécessaire à l'exercice d'un mandat de gestion administrative dont l'exécution est confiée à cette personne ou à cet organisme.

« **67.2** Un organisme public doit inscrire, dans un registre tenu conformément aux règles établies par la Commission, toute communication de renseignements nominatifs visée aux articles 67 et 67.1.

Le registre comprend notamment:

1° la nature ou le type des renseignements communiqués;

2° les personnes ou organismes qui reçoivent cette communication;

3° l'usage projeté de ces renseignements;

4° les raisons justifiant cette communication;

5° les raisons pour lesquelles l'organisme public n'a pu recourir au consentement de la personne concernée.

«**67.3** Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès au registre tenu par un organisme public en vertu de l'article 67.2.

Ce droit s'exerce conformément aux modalités prévues à l'article 10.

«**68.** Un organisme public peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un renseignement nominatif:

1° à un organisme public lorsque cette communication est nécessaire à l'exercice des attributions de l'organisme receveur ou à la mise en oeuvre d'un programme dont cet organisme a la gestion;

2° à une personne ou à un organisme lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient.

Ces communications s'effectuent dans le cadre d'une entente écrite.

«**68.1** Un organisme public peut, sans le consentement de la personne concernée, communiquer un fichier de renseignements personnels aux fins de le comparer, le coupler ou l'apparier avec un fichier détenu par une personne ou un organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec.

Ces opérations s'effectuent dans le cadre d'une entente écrite. ».

7. L'article 69 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**69.** La communication de renseignements nominatifs visée par les articles 67, 67.1, 68 et 68.1 doit être faite de manière à assurer le caractère confidentiel des renseignements nominatifs. Dans les cas où une entente doit être conclue, cette entente doit mentionner les moyens mis en oeuvre pour assurer cette confidentialité. ».

8. L'article 70 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots et chiffres « 67 ou 68 » par les mots et chiffres « 68 ou 68.1 ».

9. L'article 79 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots et chiffres « 64 à 77 » par les mots et chiffres « 64 à 66 et 67.2 à 77 »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots et chiffres « 64 à 67 et 71 à 77 » par les mots et chiffres « 64 à 66, 67.2 et 67.3 et les articles 71 à 77 ».

10. L'article 123 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe 3°, des mots «et de communications de listes de noms»;

2° par l'addition, après le paragraphe 3°, du suivant:

«4° d'établir, si elle le juge opportun, les règles de tenue du registre visé à l'article 67.2.».

11. L'article 144 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, du mot «quinze» par le mot «trente».

12. L'article 149 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots «de la décision» par les mots «qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties».

13. L'article 171 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 3° et après le mot «exigés» des mots «par le Protecteur du citoyen ou».

14. Le texte anglais de l'annexe A de cette loi, modifiée par l'article 525 du chapitre 51 des lois de 1984, est de nouveau modifiée par le remplacement, dans la référence à la «Loi sur la consultation populaire», du nombre «55» par le nombre «155».

LOI SUR L'ACCREDITATION ET LE FINANCEMENT
DES ASSOCIATIONS D'ÉLÈVES OU D'ÉTUDIANTS

15. L'article 11 de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., chapitre A-3.01) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots «le mois d'octobre ou celui de février» par les mots «la période comprise entre le 1^{er} octobre et le 30 novembre ou celle comprise entre le 1^{er} février et le 31 mars».

16. L'article 12 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après les mots «précédant le», du mot «premier»;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toutefois cet avis doit être transmis au plus tard le 10 novembre ou le 10 mars, selon que le scrutin a lieu pendant l'une ou l'autre période.».

17. L'article 15 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de ce qui suit: « le mois d'octobre ou celui de février, selon que le scrutin a eu lieu pendant l'un ou l'autre mois » par ce qui suit: « le mois de novembre ou celui de mars, selon que le scrutin a eu lieu pendant l'une ou l'autre période ».

18. L'article 43 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du nombre « 15 » par le nombre « 45 ».

LOI SUR L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE

19. L'article 111 de la Loi sur l'Administration régionale crie (L.R.Q., chapitre A-6.1) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de ce qui suit: « Affaires intergouvernementales (chapitre M-21) ne s'applique » par ce qui suit: « Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-21) et l'article 3.12 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) ne s'appliquent ».

LOI SUR L'ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES

20. L'article 42 de la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (L.R.Q., chapitre A-31) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « des Affaires intergouvernementales » par les mots « délégué aux affaires intergouvernementales canadiennes ».

LOI SUR LE BARREAU

21. Le texte anglais de l'article 41 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 1, du mot « years » par le mot « days ».

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

22. L'article 114 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) est modifié par le remplacement du paragraphe e par le suivant:

« e) conclure, conformément à la loi, des ententes avec d'autres organismes ou un gouvernement en vue de faciliter l'application de la présente loi; ».

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

23. L'article 975 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), remplacé par l'article 72 du chapitre 38 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « ministère » par le mot « ministre ».

LOI SUR LES COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT
GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

24. L'article 18 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29) est modifié par la suppression des paragraphes *g* et *i* du premier alinéa.

25. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, du suivant:

« **18.1** Le ministre peut, par règlement, déterminer les conditions de travail, la classification, la rémunération, les recours et les droits d'appel des membres du personnel qui ne sont pas membres d'une association accréditée au sens du Code du travail.

Le règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui est y fixée. ».

26. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de ce qui suit: « et des règlements généraux adoptés en vertu de l'article 18 » par ce qui suit: « , des règlements généraux adoptés en vertu de l'article 18 et du règlement du ministre adopté en vertu de l'article 18.1 ».

27. L'article 23 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

28. L'article 114.1 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du troisième alinéa, de ce qui suit: « Affaires intergouvernementales (chapitre M-21) » par ce qui suit: « Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-21) ».

LOI SUR LA CONSULTATION POPULAIRE

29. Le texte anglais de l'article 19 de la Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1), modifié par l'article 533 du chapitre

51 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « writ » par le mot « order ».

30. L'article 45 de cette loi, modifié par l'article 545 du chapitre 51 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots et chiffres « de l'article 481 » par les mots et chiffres « des articles 481 et 482 ».

31. L'appendice 2 de cette loi, remplacé par l'article 547 du chapitre 51 des lois de 1984, est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa de l'article 10, du mot « et » par une virgule et par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit: « et, dans la troisième ligne du paragraphe 5, le mot « partis » par les mots « comités nationaux »;

2° par l'addition, à la fin de l'article 205, de l'alinéa suivant:

« Remplacer, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, les mots et chiffres « aux articles 225 et 226 » par les mots et chiffres « à l'article 225 »;

3° par le remplacement du troisième alinéa de l'article 317 par le suivant:

« Remplacer le paragraphe 4° du deuxième alinéa par le suivant:

« Un prêt consenti à un comité national au taux d'intérêt courant du marché au moment où il est consenti par un parti politique autorisé. »;

4° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa de l'article 318, du mot « transports » par le mot « transferts »;

5° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa de l'article 409, du mot « référendaires » par le mot « réglementées »;

6° par l'addition, à la fin de l'article 410, de l'alinéa suivant:

« Remplacer, dans la première ligne du troisième alinéa, le mot « parti » par les mots « comité national »;

7° par la suppression, dans la cinquième ligne du premier alinéa de l'article 429, des mots « au plus tard »;

8° par l'insertion, après le premier alinéa de l'article 436, de l'alinéa suivant:

« Remplacer, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « Ce rapport doit être accompagné » par les mots « Ces rapports doivent être accompagnés »;

9° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa de l'article 436, de ce qui suit: « et remplacer, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, le mot « le » par le mot « son »;

10° par le remplacement de l'article 447 par le suivant:

« **447.** Un agent officiel et un agent local doivent avoir acquitté, avant de remettre le rapport et la déclaration prescrits à l'article 436, toutes les réclamations reçues dans le délai prescrit à l'article 429 à moins qu'ils ne les contestent et ne les y mentionnent comme telles.

Il est interdit à l'agent officiel, à l'agent local et au comité national de payer une réclamation ainsi contestée. Seul l'agent officiel peut payer cette réclamation en exécution d'un jugement obtenu d'un tribunal compétent par le créancier après audition de la cause et non sur acquiescement à la demande ou convention de règlement.

Le directeur général des élections, si aucun comité national ne s'y oppose, peut permettre à l'agent officiel d'un comité national de payer une réclamation contestée si le refus ou le défaut de payer découle d'une erreur de bonne foi. »;

11° par l'insertion, à l'article 448, de ce qui suit:

« Insérer, dans la deuxième ligne, après le mot « officiel » les mots « ou un agent local »;

12° par le remplacement de l'article 449 par le suivant:

« Remplacer, dans la première ligne, les mots « le représentant » par les mots « l'agent », dans la deuxième ligne les mots « du rapport de dépenses électorales » par les mots « des rapports de dépenses réglementées » et, dans les deuxième et sixième lignes, le mot « électorales » par le mot « réglementées »;

13° par l'insertion, dans le troisième alinéa de l'article 498, de l'alinéa suivant:

« Remplacer, dans la première ligne du paragraphe 1° du troisième alinéa, le mot « électorales » par le mot « réglementées »;

14° par l'addition, à la fin de l'article 501, de ce qui suit: « et, dans la deuxième ligne, le mot «électorale» par le mot «réglementée»;

15° par l'insertion, aux articles 506, 507 et 508, de ce qui suit:

« 506 Insérer, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le nombre «490» ce qui suit: « , 491 et 493 »

« 507 Remplacer, dans la deuxième ligne, le nombre «502» par le nombre «501»

« 508 Remplacer l'article par le suivant:

« **508.** Quiconque contrevient aux articles 337, 365, 367 à 370, 372 à 374, 376 à 378, 381, 383, 413, 416 à 420, 422, 425 et 428 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 10 000 \$. »;

16° par l'addition, à la fin de l'article 514, de ce qui suit: « et, dans la quatrième ligne, le mot «électorale» par le mot «référendaire»;

17° par le remplacement de l'annexe B par la suivante:

« Annexe B Remplacer l'annexe B par la suivante:

CALENDRIER RÉFÉRENDADAIRE

Période référendaire sans recensement

DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
	32	31	30	29	28	27
	PÉRIODE PENDANT LAQUELLE UN DÉCRET PEUT ÊTRE PRIS					
36	35	34	33	32	31	30
29	28	27	26	25	24	23
22	21	20	19	18	17	16
15	14	13	12	11	10	9
8	7	6	5	4	3	2
1	0	Recensement des votes				

18° par le remplacement de l'annexe C par la suivante:

« ANNEXE C Remplacer l'annexe C par la suivante:

DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
				51.	52.	53.
				PÉRIODE PENDANT LAQUELLE UN DÉCRET		
50.	49.	48.	47.	46.	45.	44.
	PEUT ÊTRE PRIS					
53.	42.	41.	40.	39.	38.	37.
				Transmission de la liste des recenseurs à chaque délégué officiel		
36.	35.	34.	33.	32.	31.	30.
	Abol du recensement (11 heures)					Abol pour la remise des listes électorales au directeur du scrutin (11 heures)
29.	28.	27.	26.	25.	24.	23.
	Abol pour la transmission de la liste des bureaux de vote aux bureaux de vote (11 heures)	Abol pour la remise des listes électorales certifiées conformes			Abol pour la remise des listes électorales certifiées conformes à chaque délégué officiel	
22.	21.	20.	19.	18.	17.	16.
	Abol pour la transmission de la liste des bureaux de vote aux bureaux de vote (11 heures)		Présentation des travaux des commissaires de révision électorale (11 heures)			Remise des bureaux de vote
15.	14.	13.	12.	11.	10.	9.
	Abol pour la transmission de la liste des bureaux de vote aux bureaux de vote (11 heures)		Abol pour la transmission de la liste des bureaux de vote aux bureaux de vote (11 heures)	Abol pour la transmission de la liste des bureaux de vote aux bureaux de vote (11 heures)	Abol pour la transmission de la liste des bureaux de vote aux bureaux de vote (11 heures)	Abol pour la transmission de la liste des bureaux de vote aux bureaux de vote (11 heures)
8.	7.	6.	5.	4.	3.	2.
	Vote par anticipation (11 heures à 22 heures)	Transmission de la liste des bureaux de vote aux bureaux de vote (11 heures)				Abol pour expédier la liste des bureaux de vote (11 heures)
1.	0.	Recensement des votes				

32. L'appendice 2 du texte anglais de cette loi, remplacé par l'article 547 du chapitre 51 des lois de 1984, est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa de l'article 25 par le suivant:

« Replace the words « an election » in the first line of the third paragraph by the words « a referendum »;

2° par l'insertion à l'article 59 de ce qui suit:

« 59 Replace the word « election » in the fourth line of the first paragraph by the word « referendum »;

3° par le remplacement du premier alinéa de l'article 64 par le suivant:

« 64 Replace the word « election » in the first and in the third line of the first paragraph by the word « referendum »;

4° par le remplacement du deuxième alinéa de l'article 72 par le suivant:

« Replace the words « an election » in the first line of the second paragraph by the words « a referendum »;

5° par le remplacement dans la quatrième ligne du deuxième alinéa de l'article 75, du mot « election » par le mot « referendum »;

6° par l'insertion à l'article 106 de ce qui suit:

« 106 Replace the word « election » in the third line by the word « referendum »;

7° par l'insertion à l'article 159 de ce qui suit:

« 159 Replace the word « election » in the first and second paragraphs by the word « referendum »;

8° par le remplacement de l'article 161 par le suivant:

« 161 Replace the words « an election » in the first line by the words « a referendum »;

9° par le remplacement, dans la septième ligne du premier alinéa de l'article 179, du mot « writ » par le mot « order »;

10° par le remplacement, dans la sixième ligne du premier alinéa de l'article 180, du mot « writ » par le mot « order »;

11° par le remplacement, dans la deuxième ligne de l'article 184, du mot « writ » par le mot « order »;

12° par l'insertion à l'article 243 de ce qui suit:

« 243 Replace the word « election » in the first line of the first paragraph by the word « referendum »;

13° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa de l'article 262, de ce qui suit: « paragraph 3 » par ce qui suit: « paragraphs 2 and 3 »;

14° par l'addition, à la fin de l'article 405, après le mot « referendum », des mots « are regulated expenses »;

15° par le remplacement du premier alinéa de l'article 406 par le suivant:

« 406 Replace the words « an election » in the first line of the first paragraph by the words « a referendum » the word « election » in the third line by the word « referendum », and the word « election » in the fifth line by the word « regulated »;

16° par le remplacement du dixième alinéa de l'article 407 par le suivant:

« 407 Replace the word « election » in the first line of paragraph 10 by the word « referendum », the word « representative » in the third line of paragraph 10 by the word « agent », the word « election » in the third and fifth lines of paragraph 10 by the word « regulated », and the words « an election » in the fourth line of paragraph 10 by the words « a regulated »;

17° par le remplacement du quatrième alinéa de l'article 425 par le suivant:

« Replace the word « election » in the first line of the fourth paragraph by the word « regulated », and the words « an election » in the second line of the fourth paragraph by the words « a referendum »;

18° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa de l'article 438, du mot « third » par le mot « second »;

19° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa de l'article 438, des mots « the candidate » par les mots « to the candidates ». »

LOI APPROUVANT LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES
ET DU NORD QUÉBÉCOIS

33. L'article 2 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre C-67) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 7, des mots «des affaires intergouvernementales» par ce qui suit: «du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30)».

LOI APPROUVANT LA CONVENTION DU NORD-EST QUÉBÉCOIS

34. L'article 2 de la Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois (L.R.Q., chapitre C-67.1) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 7, des mots «des affaires intergouvernementales» par ce qui suit: «du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30)».

LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE
ET TECHNOLOGIQUE DU QUÉBEC

35. L'article 80 de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 4, des mots «et à celles qui désirent réintégrer les circuits de la recherche», par ce qui suit: «, à celles qui désirent réintégrer les circuits de la recherche ainsi que des bourses de perfectionnement.».

LOI SUR LES DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE
DANS LES TERRITOIRES DE LA BAIE JAMES
ET DU NOUVEAU-QUÉBEC

36. L'article 21 de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre D-13.1) est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du deuxième alinéa, après le mot «parcs», de ce qui suit: «établis en vertu de la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)».

37. L'article 75 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *b*, après le mot «parcs», des mots «établis en vertu de la Loi sur les parcs».

38. L'article 76 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *m*, après le mot «parcs», des mots «établis en vertu de la Loi sur les parcs».

LOI FAVORISANT LA LIBÉRATION
CONDITIONNELLE DES DÉTENUS

39. L'article 48 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., chapitre L-1.1) est modifié par le remplacement dans les première et deuxième lignes, de ce qui suit: «des affaires intergouvernementales (chapitre M-21)» par ce qui suit: «du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30)».

LOI SUR LES MINES

40. L'article 28 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *c*, du mot «provinciaux» par ce qui suit: «établis en vertu de la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)».

LOI SUR LE MINISTÈRE DES COMMUNAUTÉS
CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION

41. L'article 5 de la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots «Affaires intergouvernementales» par ce qui suit: «Relations internationales».

LOI SUR LE MINISTÈRE DU LOISIR,
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE

42. L'article 2 de la Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (L.R.Q., chapitre M-30.1) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *h*, du mot «provinciaux» par ce qui suit: «établis en vertu de la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)».

LOI SUR L'OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE

43. L'article 5 de la Loi sur l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (L.R.Q., chapitre O-5) est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots «affaires intergouvernementales» par les mots «Relations internationales».

LOI SUR LES PARCS

44. L'article 1 de la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9) est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) «parc national»: un parc dont l'objectif prioritaire est d'assurer la conservation de territoires représentatifs des régions naturelles du

Québec ou des sites naturels à caractère exceptionnel tout en les rendant accessibles au public pour des fins d'éducation et de récréation extensive; ».

45. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, du suivant:

« **2.1** Le ministre peut acquérir, à l'amiable ou par expropriation, tout bien qu'il juge nécessaire à l'établissement d'un parc ou à la modification de ses limites. ».

46. L'article 3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « de conservation » par le mot « national ».

47. L'article 8 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **8.** Nul ne peut, dans un parc, effectuer d'autres travaux d'entretien, d'aménagement, d'immobilisation ou de modification des lieux sans obtenir au préalable l'autorisation du ministre prévue au deuxième alinéa de l'article 6.

« **8.1** Nul ne peut, dans un parc, exploiter un commerce ou fournir un service s'il n'a au préalable conclu un contrat à cette fin avec le ministre ou obtenu son autorisation. ».

48. L'article 9 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **9.** Le gouvernement peut, à l'égard d'un parc, adopter des règlements pour:

a) assurer la protection et la conservation du milieu naturel et de ses éléments;

b) le diviser en différentes zones;

c) déterminer dans quelle mesure et à quelles fins le public est admis;

d) fixer les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui y séjourne, y circule ou s'y livre à une quelconque activité et les droits qu'elle doit payer pour y pêcher selon qu'elle est titulaire d'un permis de pêche pour résident ou pour non-résident et selon les espèces de poissons recherchées;

e) prohiber ou réglementer le port et le transport d'armes, d'instruments de chasse ou d'agars de pêche;

f) prohiber ou réglementer l'utilisation d'embarcations, d'aéronefs, de motoneiges ou de tout autre véhicule;

g) prohiber complètement ou partiellement la pêche et déterminer les conditions auxquelles la pêche est permise;

h) réglementer le transport et la possession d'animaux ou de poissons;

i) prohiber ou réglementer l'affichage;

j) assurer l'ordre, la propreté des lieux, le bien-être et la tranquillité des personnes;

k) prohiber certaines activités de plein air;

l) fixer les conditions de participation aux activités de plein air;

m) déterminer les cas où une personne peut être éloignée ou expulsée;

n) confier aux employés tout pouvoir ou devoir portant sur une matière relative à l'admission ou aux activités;

o) prescrire les règles de procédure à suivre lors de la tenue d'une audience publique;

p) déterminer parmi les dispositions d'un règlement édicté en vertu du présent article celles dont la violation est punissable aux termes de l'article 11.3. ».

49. L'article 11 de cette loi est remplacé par les suivants:

« 11. Quiconque contrevient au paragraphe *a* de l'article 7, à l'égard de gros gibier au sens de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1), est passible, outre le paiement des frais, pour une première infraction, d'une amende de 1 000 \$ à 3 000 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même infraction, d'une amende de 3 000 \$ à 5 000 \$.

« 11.1 Quiconque contrevient au paragraphe *a* de l'article 7, à l'égard d'animaux autres que le gros gibier au sens de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, est passible, outre le paiement des frais, pour une première infraction, d'une amende de 200 \$ à 600 \$ et, pour toute récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même infraction, d'une amende de 600 \$ à 1 000 \$.

« 11.2 Quiconque contrevient au paragraphe *b* de l'article 7 et aux articles 8 et 8.1 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 5 000 \$.

« **11.3** Quiconque contrevient à une disposition d'un règlement dont la violation constitue une infraction en vertu du paragraphe *p* de l'article 9 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 25 \$ à 1 000 \$.

« **11.4** Le juge qui impose une pénalité pour une infraction commise à l'encontre du paragraphe *a* de l'article 7 doit, lorsqu'il y a saisie, prononcer la confiscation des biens saisis.

Le juge qui impose une pénalité pour une infraction commise à l'encontre du paragraphe *b* de l'article 7, des articles 8 et 8.1 ou d'une disposition d'un règlement dont la violation constitue une infraction en vertu du paragraphe *p* de l'article 9 peut, lorsqu'il y a saisie, prononcer la confiscation des biens saisis. Toutefois, il doit prononcer la confiscation du poisson saisi.

« **11.5** Toute personne qui, par son acte ou son omission, en aide une autre à commettre une infraction est coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même, si elle savait ou aurait dû savoir que son acte ou son omission aurait comme conséquence probable d'aider à la commission de l'infraction.

Toute personne qui, par des encouragements, des conseils ou des ordres, en amène une autre à commettre une infraction est coupable de cette infraction ainsi que de toute autre infraction que l'autre commet en conséquence des encouragements, des conseils ou des ordres, si elle savait ou aurait dû savoir que ceux-ci auraient comme conséquence probable la commission de l'infraction.

« **11.6** Une condamnation pour une infraction commise à l'encontre du paragraphe *a* de l'article 7 peut entraîner, selon ce qu'en décide le juge, la suspension de tout permis ou certificat de chasse ou de piégeage du contrevenant pour une durée de 24 mois à compter de la date de la condamnation.

Toutefois, s'il s'agit de gros gibier, une condamnation pour une infraction commise à l'encontre du paragraphe *a* de l'article 7 entraîne de plein droit l'annulation de tout permis et de tout certificat de chasse du contrevenant pour une durée de 24 mois à compter de la date de la condamnation.

« **11.7** Le permis de chasse ou de piégeage ou, le cas échéant, le certificat de chasse ou de piégeage d'une personne condamnée pour une infraction commise à l'encontre du paragraphe *a* de l'article 7, alors que son permis ou, le cas échéant, son certificat fait déjà l'objet d'une annulation ou d'une suspension est, selon le cas, annulé de plein droit

ou, malgré le premier alinéa de l'article 11.6, suspendu de plein droit pour une période additionnelle de 24 mois subséquente à la première annulation ou suspension.

« **11.8** Les articles 175 et 176 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune s'appliquent au cas d'annulation ou de suspension d'un permis ou d'un certificat effectuée en vertu de la présente loi. ».

LOI SUR LES PERMIS D'ALCOOL

50. L'article 171 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1) est abrogé.

LOI DE POLICE

51. L'article 79.7 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13) est modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, de ce qui suit: « Affaires intergouvernementales (chapitre M-21) » par ce qui suit: « Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-21) et la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) ».

LOI SUR LES PRODUITS LAITIERS ET LEURS SUCCÉDANÉS

52. L'article 13 de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30) est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne et après le mot « inférieur », des mots « ou supérieur ».

53. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 38, du suivant:

« **38.1** En exerçant son pouvoir prévu au paragraphe e de l'article 38, la Régie peut, si elle le juge à propos, déterminer un prix, un prix minimum, un prix maximum, ou des prix minima et maxima. Dans ce dernier cas, le produit laitier peut être vendu à l'un ou l'autre des prix entre le minimum et le maximum prévu. ».

LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

54. L'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 11, des mots « ou liquide » par ce qui suit: « , liquide ou gazeux ».

55. L'article 34 de cette loi est modifié par la suppression, dans les sixième et septième lignes du premier alinéa, de ce qui suit: « , le tout conformément aux modalités prévues par règlement du gouvernement ».

56. L'article 65 de cette loi est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

« Le sous-ministre peut imposer des conditions, notamment le dépôt d'une garantie, lorsqu'il donne une permission en vertu du présent article. ».

57. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 68, du suivant:

« **68.1** Toute personne ou municipalité doit, sur demande du sous-ministre, lui fournir une analyse des déchets qu'elle produit ou qu'elle possède, conformément aux conditions et modalités qui peuvent être prévues dans la demande. ».

58. L'article 70 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe *n* du premier alinéa, des mots « toxique ou »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *o* du premier alinéa, du paragraphe suivant:

« *p*) permettre au sous-ministre, dans les cas qu'il détermine par règlement, de faire des ententes, en matière de dépôt ou d'entreposage de déchets dangereux, qui prévalent sur les règlements adoptés en vertu de la présente loi, sauf les règlements adoptés en vertu des articles 31.9 et 205. »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Une entente visée par le paragraphe *p* doit être approuvée par le gouvernement et elle entre en vigueur à la date fixée dans le décret d'approbation. ».

59. L'article 106 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *d* du deuxième alinéa et après le nombre « 31.6 », du nombre « 65 »;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, du paragraphe suivant:

« *e*) ne respecte pas une entente conclue avec le sous-ministre en matière de dépôt ou d'entreposage de déchets. ».

60. L'article 110.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, des mots « toxiques ou ».

61. L'article 118.4 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le présent article s'applique sous réserve des restrictions aux droits d'accès prévues à l'article 28 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

62. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 118.5, du suivant:

« **118.6** Le ministre peut, dans les cas et aux conditions qu'il détermine, accréditer un laboratoire pour faire les analyses qui peuvent être requises pour l'application de la présente loi et de ses règlements. ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES NASKAPIS

63. L'article 33 de la Loi sur la Société de développement des Naskapis (L.R.Q., chapitre S-10.1) est remplacé par le suivant:

« **33.** L'article 21 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-21) et l'article 3.12 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) ne s'appliquent pas à la Société ni aux entités légales visées aux articles 7 et 8. ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC

64. L'article 38 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01) est modifié par la suppression dans les deuxième et troisième lignes, de ce qui suit: « , un de ses membres ».

65. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 39, du suivant:

« **39.1** Le président ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.

Un membre du conseil d'administration autre que le président, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit

son intérêt personnel et celui de la Société, doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt. ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DU PARC INDUSTRIEL
ET COMMERCIAL AÉROPORTUAIRE DE MIRABEL

66. L'article 7 de la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (L.R.Q., chapitre S-16) est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots «affaires intergouvernementales» par les mots «délégué aux affaires intergouvernementales canadiennes».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ MAKIVIK

67. L'article 42 de la Loi sur la Société Makivik (L.R.Q., chapitre S-18.1) est remplacé par le suivant:

«**42.** L'article 21 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-21) et l'article 3.12 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30) ne s'appliquent pas à la Société ni aux entités légales visées aux articles 7 et 8. ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE
D'ASSAINISSEMENT DES EAUX

68. L'article 1 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.21) est modifié par le remplacement de la définition de «municipalité» par la suivante:

« «municipalité»: une corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit, de même que la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec, la Communauté régionale de l'Outaouais, une régie intermunicipale constituée en vertu du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) ou de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) ou une bande au sens de la Loi sur les Indiens (Statuts Révisés du Canada, 1970, chapitre I-6) ou la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec (Statuts du Canada, 1984, chapitre 18); ».

LOI SUR LE TRANSPORT PAR TAXI

69. L'article 28 de la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1) est modifié:

1° par la suppression, à la fin du paragraphe 4°, du mot «ou»;

2° par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

«5° n'a pas payé à l'échéance du permis les droits annuels exigibles;»;

3° par l'addition, après le paragraphe 5° du suivant:

«6° est en retard à acquitter le versement d'un droit particulier fixé en vertu du paragraphe 10° de l'article 60.».

70. L'article 38.1 de cette loi est modifié par l'insertion après le premier alinéa, de l'alinéa suivant:

«Dans le cas prévu par le premier alinéa, le service peut être suspendu sans l'autorisation préalable de la Commission jusqu'à l'entrée en vigueur de la décision relative à la demande du mandataire.».

LOI SUR LES VILLAGES CRIS ET LE VILLAGE NASKAPI

71. L'article 17 de la Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., chapitre V-5.1) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de ce qui suit: «des Affaires intergouvernementales (chapitre M-21)» par ce qui suit: «du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30)».

LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC

72. Le texte anglais de l'article 440 de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (1984, chapitre 39) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots "seven days or more" par les mots «within the same period».

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

73. Le texte anglais de l'article 14 de la Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières (1984, chapitre 41) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du dernier alinéa, des mots «exemptions provided for in this division are» par ce qui suit: «exemption provided for in section 47 is».

LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE RELATIONS DU TRAVAIL

74. L'article 31 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations du travail (1984, chapitre 45) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, de la lettre «g» par la lettre «h».

LOI SUR LE TRANSFERT DE CERTAINS FONCTIONNAIRES DU
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION À LA SOCIÉTÉ DE GESTION
DU RÉSEAU INFORMATIQUE DES COMMISSIONS SCOLAIRES

75. Le texte anglais de l'article 11 de la Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Éducation à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (1984, chapitre 48) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « Civil » par le mot « Public ».

76. Le texte anglais de l'article 13 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « Government and public Employees Retirement Plan » par les mots « Civil Service Superannuation Plan ».

77. Le texte anglais de l'annexe 1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les quatre premières lignes du paragraphe 1, des mots « Regulation respecting the conditions of employment of office staff, technicians and staff of comparable rank, certain employees at the official residence of the Lieutenant-Governor, minister's chauffers and workmen », par les mots « Règlement sur les conditions de travail du personnel de bureau, techniciens et assimilés, de certains employés à la résidence officielle du lieutenant-gouverneur, des chauffeurs de ministre et du personnel ouvrier »;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 2, des mots « Regulation respecting the conditions of employment of professional staff », par les mots « Règlement sur les conditions de travail du personnel professionnel »;

3° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 3, des mots « Regulation respecting the remuneration, social benefits and other conditions of employment of certain civil servants » par les mots « Règlement sur la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de certains fonctionnaires ».

LOI ÉLECTORALE

78. Le texte anglais de l'article 24 de la Loi électorale (1984, chapitre 51) est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « officers » des mots « and their aides ».

79. L'article 61 de cette loi est modifié par le remplacement de la définition du mot « conjoint » par la suivante:

« **conjoint** »: la personne qui est mariée et qui cohabite avec celle pour qui elle fait une demande en vertu des articles 106, 107, 108 ou 110 ou la personne qui n'est pas mariée avec celle pour qui elle fait une telle demande mais qui vit maritalement avec elle et qui la présente publiquement comme son conjoint; ».

80. Le texte anglais de l'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « a writ of » par les mots « an order instituting an ».

81. Le texte anglais de l'article 103 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 1 du premier alinéa, du mot « deleted » par le mot « struck ».

82. Le texte anglais de l'article 106 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne du premier alinéa, après le mot « on » du mot « a ».

83. L'article 106 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

84. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 108, du suivant:

« **108.1** Les demandes d'inscription ou de radiation prévues aux articles 106, 107 et 108 peuvent être faites par un parent ou par le conjoint pourvu qu'ils aient la qualité d'électeur. ».

85. L'article 112 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du nombre « 106 » par le nombre « 107 ».

86. Le texte anglais de l'article 124 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots « electoral division » par les mots « polling subdivision ».

87. Le texte anglais de l'article 126 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du nombre « 8 » par le nombre « 10 ».

88. Le texte anglais de l'article 134 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du quatrième alinéa, du mot « first » par le mot « third ».

89. Le texte anglais de l'article 142 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « polling officer » par les mots « returning officer ».

90. L'article 146 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne, après le nombre « 119 », de ce qui suit: « , 124 ».

91. Le texte anglais de l'article 156 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « writ of the government » par le mot « order »;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa et dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « writ » par le mot « order ».

92. Le texte anglais de l'article 160 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « writ » par le mot « order ».

93. Le texte anglais de l'article 163 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « subdivisions » par le mot « station ».

94. Le texte anglais de l'article 183 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« If the employee is governed by a collective agreement, his association, or the employee himself by virtue of sections 47.2 to 47.6 of the Labour Code, is entitled to submit a grievance to arbitration. Section 17 of the Labour Code, adapted as required, applies to the arbitration of the grievance. ».

95. L'intitulé de la sous-section 4 de la section I du chapitre VIII du Titre V du texte anglais de cette loi est modifié par le remplacement du mot « canvassers » par les mots « poll runners ».

96. Le texte anglais de l'article 262 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2 du premier alinéa, du mot « writ » par les mots « order instituting the election ».

97. L'article 270 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « Les candidats et leurs représentants » par les mots « Chaque candidat et son représentant ».

98. Le texte anglais de l'article 300 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « counting » par le mot « addition ».

99. Le texte anglais de l'article 302 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « notice », des mots « in writing ».

100. Le texte anglais de l'article 316 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne de la définition de l'expression « election period », des mots « writ of » par les mots « order instituting the ».

101. L'article 334 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « exactitude », des mots « des renseignements fournis au soutien ».

102. L'article 344 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « autorisée et ».

103. Le texte anglais de l'article 346 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « who » par le mot « which » et par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « as required ».

104. L'article 349 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « telle » par le mot « une ».

105. L'article 350 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots et chiffres « de l'article 346 » par les mots et chiffres « des articles 346 et 347 ».

106. Le texte anglais de l'article 370 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « whom » par le mot « which ».

107. Le texte anglais de l'article 385 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 6 du premier alinéa par le suivant:

« 6° he is the chief electoral officer, a returning officer or an election clerk or one of his assistants. ».

108. L'article 403 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots et chiffres « dans les 30 jours qui suivent » par les mots et chiffres « au plus tard 30 jours après ».

109. Le texte anglais de l'article 421 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« The candidate shall send an itemized statement to his official agent of his personal expenses paid in accordance with this section. ».

110. Le texte anglais de l'article 427 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « radio » de ce qui suit: « , television ».

111. L'article 429 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « au plus tard ».

112. L'article 433 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne du premier alinéa, après le mot « de », du mot « toutes ».

113. Le texte anglais de l'article 494 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 3, après le mot « declaration » des mots « of election »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 4, des mots « deputy returning officer » par les mots « election clerk ».

114. L'annexe B de cette loi est remplacée par la suivante:

Période électorale sans recensement

DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
	42.	41.	40.	39.	38.	37.
	PÉRIODE PENDANT LAQUELLE UN DÉCRET PEUT ÊTRE PRIS					
36.	35.	34.	33.	32.	31.	30.
29.	28.	27.	26.	25.	24.	23.
22.	21.	20.	19.	18.	17.	16.
15.	14.	13.	12.	11.	10.	9.
8.	7.	6.	5.	4.	3.	2.
1.	0.	Relevement des votes				

115. L'annexe C de cette loi est remplacée par la suivante:

CALENDRIER ELECTORAL
Période électorale avec un recensement

DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
				53.	52.	51.
				PÉRIODE PENDANT LAQUELLE UN DÉCRET		
50.	49.	48.	47.	46.	45.	44.
	PEUT ÊTRE PRIS					
43.	42.	41.	40.	39.	38.	37.
				Transmission de la liste des reconnus à chaque candidat		
36.	35.	34.	33.	32.	31.	30.
	Jour du recensement (4 jours)					Dernier jour pour la remise des documents relatifs au déroulement du scrutin - Début de l'impression des lis- tes électorales
29.	28.	27.	26.	25.	24.	23.
	Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation	Dernier jour pour les nomina- tions des bureaux de vote et des bureaux de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation	Dernier jour pour les recom- missions de révision des bureaux de vote et des bureaux de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation		Dernier jour pour la nomina- tion des bureaux de vote et des bureaux de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation	
22.	21.	20.	19.	18.	17.	16.
	Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation	Dernier jour pour les recom- missions de révision des bureaux de vote et des bureaux de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation	Dernier jour pour les recom- missions de révision des bureaux de vote et des bureaux de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation			Dernier jour pour la produc- tion de déclaration de candi- dature - Affichage de l'avis du scrutin - Fermeture des bureaux de vote
15.	14.	13.	12.	11.	10.	9.
	Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation	Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation	Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation - Dernier jour pour la transmis- sion à chaque candidat d'une carte de vote par anticipation	Dernier jour de la révision des listes électorales - Entrée en vigueur des listes électorales révisées		Dernier jour pour la transmis- sion du relevé des change- ments de domicile des électeurs inscrits lors de la révision
8.	7.	6.	5.	4.	3.	2.
	Vote par anticipation (11h00 à 22h00) - Vote par anticipation des personnes âgées de 65 ans et plus (11h00 à 20h00)	Transmission à chaque candi- dat de la liste des personnes qui ont voté par anticipation (11h00 à 20h00)				Dernier jour pour expédier la carte de rappel à chaque habi- tation
1.	0.	JOUR DU SCRUTIN (10h00 à 20h00)				

116. L'annexe F de cette loi est modifiée par l'insertion, au-dessus du mot « RECTO », des mots « BULLETIN DE VOTE ».

117. Le texte anglais de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, partout où elle se trouve et en y faisant les adaptations nécessaires, de l'expression « list of electors » par l'expression « electoral list »;

2° par le remplacement, partout où elles se trouvent, des expressions « revision office » et « revision offices » par les expressions « filing office » et « filing offices »;

3° par le remplacement, dans l'article 75 et dans les deuxièmes alinéas des articles 158 et 159, du mot « writ » par le mot « order »;

4° par le remplacement, dans les articles 59 et 106, dans les premiers alinéas des articles 158 et 159, dans les articles 179 et 243, de l'expression « writ of election » par l'expression « order instituting the election ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

118. Dans les dispositions législatives suivantes, l'expression « conformément à la Loi sur le ministère des affaires intergouvernementales (chapitre M-21) » est remplacée par les mots « conformément à la loi »:

1° le paragraphe *a* de l'article 22 de la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture (L.R.Q., chapitre I-13.2);

2° le premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-19.1);

3° le premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur le ministère des Affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23);

4° l'article 10 de la Loi sur le ministère du Commerce extérieur (L.R.Q., chapitre M-29.1);

5° l'article 9 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31);

6° le premier alinéa de l'article 170 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1);

7° l'article 39 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12).

119. Dans toute disposition d'un règlement adopté par le gouvernement en vertu des articles 2 et 13 de la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9), les appellations des parcs suivants sont remplacées, dans le cas du Parc de la Gaspésie, du Parc de la Jacques-Cartier, du Parc des Grands Jardins, du Parc du Saguenay, du Parc du Bic, du Parc d'Aiguebelle, du Parc de Miguasha, du Parc de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé, du Parc du Mont-Orford, du Parc du Mont-Tremblant, du Parc de la Yamaska et du Parc des Îles-de-Boucherville, par les suivantes: Parc national de la Gaspésie, Parc national de la Jacques-Cartier, Parc national des Grands Jardins, Parc national du Saguenay, Parc national du Bic, Parc national d'Aiguebelle, Parc national de Miguasha, Parc national de l'Île-Bonaventure-et-du-Rocher-Percé, Parc de récréation du Mont-Orford, Parc de récréation du Mont-Tremblant, Parc de récréation de la Yamaska, Parc de récréation des Îles-de-Boucherville.

En outre, dans toute disposition d'un tel règlement, un parc classifié comme parc de conservation est réputé être classifié comme parc national en vertu de l'article 3 de la Loi sur les parcs tel que modifié par l'article 46 de la présente loi.

120. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

121. Les articles 19, 20, 22, 28, 33, 34, 39, 41, 43, 51, 63, 66, 67, 71 et 118 ont effet depuis le 5 mars 1984, l'article 74 depuis le 21 décembre 1984 et les articles 14, 29 à 32 et 78 à 117 depuis le 13 mars 1985.

122. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).